



« Nous, banque centrale, ferons ce qu'il faut pour ramener l'inflation à au maximum 2% en 2027 et en 2028 »

France 2, mercredi 25 mars 2026

**Interview de François Villeroy de Galhau,
Gouverneur de la Banque de France**

Léa Salamé

Dans ce contexte de crise mondiale où il y a tant d'incertitudes, on voulait l'analyse et les prévisions du gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, bonsoir.

François Villeroy de Galhau

Bonsoir, Léa Salamé.

Léa Salamé

Merci d'être avec nous ce soir. Vous avez des chiffres à nous révéler sur la croissance, sur l'inflation, sur l'impact de cette guerre, sur notre croissance à nous. Mais d'abord, le ministre de l'Économie, hier, a employé le terme un peu choc « de choc pétrolier ». Il a parlé de choc pétrolier pour qualifier ce qu'on traverse depuis un mois. Est-ce que vous le reprendriez, ce terme ? Est-ce que ce qu'on vit, ça ressemble aux chocs pétroliers de 1973 ou de 1979 ?

François Villeroy de Galhau

Le ministre s'est expliqué depuis sur ses propos, mais donnons peut-être un éclairage sur effectivement les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Il y a deux différences par rapport aujourd'hui. À l'époque, on parlait d'un choc permanent, c'est-à-dire, on monte une marche

d'escalier et on reste nettement plus haut alors que cette fois-ci, comme après 2022 avec l'Ukraine, il y a une hausse qui est une mauvaise nouvelle, mais tout le monde s'attend à ce que les prix redescendent ensuite.

Léa Salamé

Quand ?

François Villeroy de Galhau

Nous avons fait trois scénarios différents que je vais commenter. Il y a une autre différence, si vous me permettez : je suis assez âgé malheureusement pour avoir connu les chocs de 1973 et 1979. L'effet était non seulement durable, mais il était beaucoup plus fort. On a peut-être oublié qu'après 1973, les prix à la pompe avaient monté de 70% durablement. Et après le deuxième choc pétrolier de 1979, ils avaient monté de 60%. Là, il y a des choses difficiles à traiter, mais un impact qui, globalement, est modérément négatif pour l'économie française.

Léa Salamé

Alors justement, quel est l'impact sur l'économie française de ces 28 jours de guerre de ce mois de mars 2026 ? Sur la croissance d'abord, sur l'inflation ensuite ?

François Villeroy de Galhau

Nous avons dit depuis le début que cela signifiait, pour l'économie française comme pour l'économie européenne, un peu moins de croissance et un peu plus d'inflation. Pour la première fois, nous commençons à chiffrer, à préciser la photo. Nous le faisons à partir de trois scénarios différents parce que, vous l'avez dit, il y a beaucoup d'incertitudes. Dans le scénario de base que nous publions, qui est assez proche de la situation de ce soir - même si la situation du pétrole varie tous les jours -, la croissance française serait à 0,9% cette année. C'est un peu moins que ce qu'on prévoyait, à 1%, mais cela reste positif. Et l'inflation qu'on prévoyait à 1,3% monterait à 1,7%.

Léa Salamé

Donc, il y a un impact ? Un peu moins de croissance, un peu plus d'inflation ?

François Villeroy de Galhau

Bien sûr, nous l'avons dit depuis le début, et c'est un impact modérément négatif pour l'inflation, avec évidemment les prix de l'énergie qui montent plus. On voit à l'écran effectivement nos prévisions dans ce scénario.

Léa Salamé

Ça, c'est vos prévisions pour l'augmentation des prix, sur l'inflation, ce que ce qu'on voit là, ces prévisions-là, ça montre que vous allez tout faire pour contenir l'inflation, dans les deux ans qui viennent ?

François Villeroy de Galhau

C'est là qu'il faut venir sur les deux autres scénarios qui sont plus défavorables. Ils prévoient un prix du pétrole plus haut et qui redescend plus lentement. Là, évidemment, il y aurait moins de croissance. Mais je veux souligner que dans les trois scénarios - c'est important - la France échappe à la récession, et garde donc une croissance positive.

Léa Salamé

La France échappe à la récession en 2026 ?

François Villeroy de Galhau

Et en 2027 et en 2028. Il y a une croissance ralentie...

Léa Salamé

Pardon, même si la guerre dure longtemps ?

François Villeroy de Galhau

Oui, mais bien sûr, ce sont des prévisions, et je ne serais pas sérieux si je vous disais que je sais exactement ce qui va se passer. Cette technique des scénarios permet cependant de traiter les incertitudes. Sur l'inflation, qui est, bien sûr, la première préoccupation de nos concitoyens, il y a plus d'inflation dans les scénarios les plus défavorables, mais je veux souligner deux éléments qui sont peut-être moins négatifs : le premier, c'est que l'inflation, dans toutes ces années, reste moins forte en France que la moyenne européenne. C'est un avantage à la France qu'il faut souligner : notre pays a moins d'inflation au départ aujourd'hui et il a un grand avantage sur ce choc de l'énergie, c'est d'avoir retrouvé notre électricité nucléaire.

Léa Salamé

Donc, ça veut dire que les prix de l'électricité ne devraient pas augmenter énormément ?

François Villeroy de Galhau

Absolument. C'est une différence importante avec 2022 parce qu'à l'époque nous n'avions pas assez d'énergie nucléaire. Je veux dire un autre mot sur l'inflation, qui est notre responsabilité : nous, banques centrales, nous ferons ce qu'il faut pour ramener l'inflation à au maximum 2% en 2027 et en 2028.

Léa Salamé

Sébastien Lecornu, et c'est ma dernière question, exclut des aides générales aux Français, contrairement à d'autres pays comme l'Italie ou l'Espagne, qui ont baissé les taxes. Il l'a redit encore aujourd'hui : « pas de politique du chèque ». Vous comprenez cette position ?

François Villeroy de Galhau

C'est évidemment un sujet très sensible ; et on voyait dans le reportage un certain nombre de nos concitoyens qui sont plus directement touchés. Il y a d'autres Français dans les grandes villes ou d'autres secteurs économiques qui sont moins touchés. En moyenne, l'essence représente 4% de notre panier de consommation. Ce chiffre peut vous paraître bas, et il y a bien sûr des gros rouleurs pour lesquels il faut peut-être des aides ciblées. Mais par rapport aux autres pays dont vous parliez, je veux souligner deux différences : d'abord, ce sont des pays qui ont en général plus d'inflation que nous. Ensuite, ils ont un peu plus de marge de manœuvre pour dépenser. Nous, malheureusement, nous avons les déficits les plus élevés d'Europe et nous avons trop de dettes. Ce n'est pas à la Banque de France de décider ; mais s'il devait y avoir des mesures, je crois qu'elles devraient être très ciblées sur ceux et celles qui en ont le plus besoin et être temporaires.

Léa Salamé

Juste une dernière question puisque vous parlez des déficits. Marine Le Pen dénonce les recettes indues d'un État profiteur de crise avec la flambée des prix du pétrole. Est-ce qu'il y a plus d'argent qui, forcément, arrive dans les caisses ?

François Villeroy de Galhau

C'est une question à poser côté Ministère des Finances et administration fiscale. Je crois que la réalité, c'est que même s'il peut y avoir des recettes instantanées sur l'essence plus élevée, globalement, l'État est quand même perdant parce qu'il y a un peu moins de croissance. Donc l'impact modérément négatif vaut aussi pour l'État.